

12.03.2014* 04378

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

N°

MEF/DMC

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Arrêté

portant agrément de la Banque Internationale pour
le Commerce et l'Industrie du Sénégal (BICIS) à
garantir les candidats aux marchés publics

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la Constitution ;

Vu le Traité de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances signé à Yaoundé le 10 juillet 1992 et instituant un code unique des assurances des Etats membres de la CIMA notamment en ses livres I, II et III relatifs aux entreprises d'assurances ;

Vu la loi n°2008-26 du 28 juillet 2008 portant réglementation bancaire ;

Vu la loi n°2008-47 du 03 septembre 2008 portant réglementation des Systèmes Financiers Décentralisés ;

Vu le décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés publics ;

Vu le décret n°2013-1218 du 1^{er} septembre 2013 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n°2013-1223 du 02 septembre 2013 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n°2013-1225 du 04 septembre 2013 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les Ministères, modifié par le décret n°2013-1366 du 17 octobre 2013;

Vu le décret n°2013-1267 du 23 septembre 2013 relatif aux attributions du Ministre de l'Economie et des Finances ;

Vu l'arrêté n°01443 du 25 février 2008 fixant les conditions et modalités de délivrance de l'agrément aux organismes financiers pour la garantie des candidats aux marchés publics ;

Sur la note du Directeur de la Monnaie et du Crédit (DMC).



ARRETE:

Article Premier- La Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal (BICIS) est autorisée à garantir les candidats aux marchés publics pour une durée d'un an à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 2- En application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté susvisé, le montant du dépôt forfaitaire est fixé à HUIT CENT SOIXANTE DEUX MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE CINQ MILLE CENT QUARANTE SIX (862.965.146) FCFA.

Article 3- L'agrément peut être retiré sans préavis par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Article 4- Le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations, le Directeur de la Direction Centrale des Marchés publics et le Directeur de la Monnaie et du crédit sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal Officiel de la République du Sénégal.

Le Ministre de l'Economie
et des Finances

Amadou BA